

# **Le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

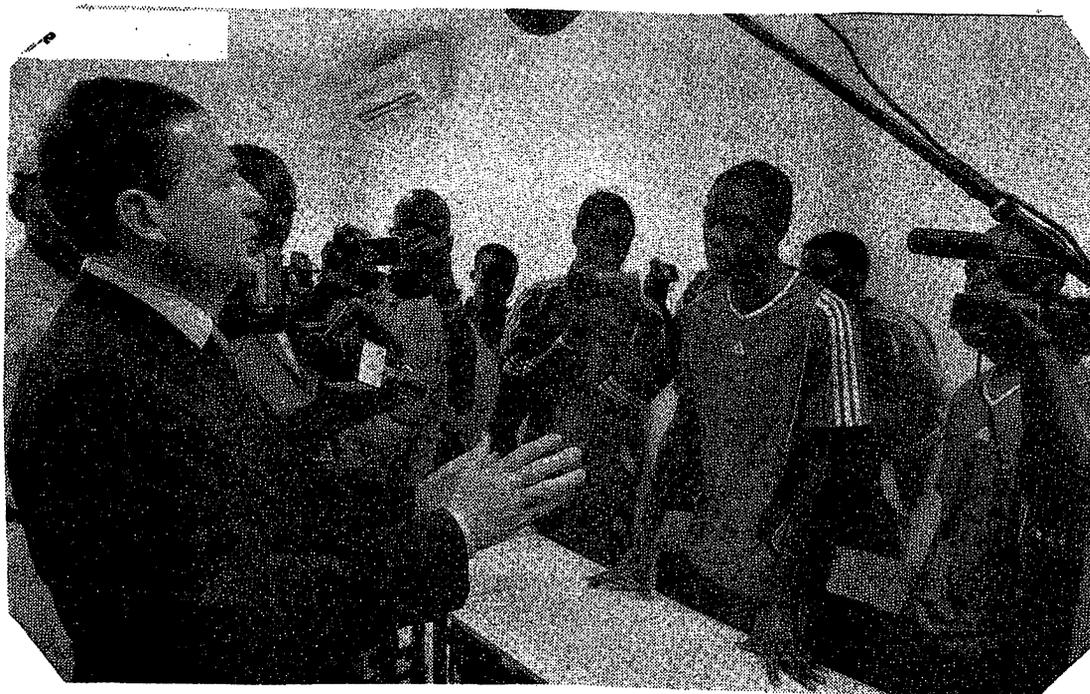
**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

Le 11 janvier 2010

N° 362

PRIX : 0,60 Euro



**L'IDENTITÉ NATIONALE  
UN DÉBAT NAUSÉABOND  
DESTINÉ À DIVISER LES TRAVAILLEURS**

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

## Editorial

France: L'identité nationale, un débat nauséabond destiné à diviser les travailleurs.

Page 3

Lutte des sans-papiers contre la circulaire d'Eric Besson

Page 4

Sénégal: La mégalomanie de Wade n'a pas de limite.

Page 6

Quand Wade courtise ceux qu'il avait écarté hier.

Page 7

Côte D'Ivoire: Grèves dans la fonction publique

Page 9

Tchad: Vie difficile pour les pêcheurs et agriculteurs de la région du lac.

Page 10

Madagascar: Les accords politiques sont suspendus...

## ABONNEMENT

## FRANCE

12 numéros: 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays:

Nous consulter

## ADRESSE:

LE PAT B. P. 42  
92114 CLICHY Cedex

FRANCE

## L'IDENTITÉ NATIONALE UN DÉBAT NAUSÉABOND DESTINÉ A DIVISER LES TRAVAILLEURS

*Depuis le mois de novembre dernier, le gouvernement français par l'intermédiaire de son ministre de l'immigration Eric Besson, a lancé une campagne de débats sur le thème de « l'identité nationale ». Diverses brochures émanant de ce ministère et consacrées à ce thème ont été diffusées par les préfetures. Des réunions ont été programmées sous leur égide ainsi que des débats par internet, dans lesquels, de l'aveu de ce ministre, de nombreux partisans de l'extrême droite se sont exprimés. Il s'agit, on s'en doute, de déferlements nationalistes, racistes et haineux à l'égard des étrangers pauvres c'est-à-dire essentiellement des travailleurs immigrés.*

*Cette campagne n'est pas sans arrière pensée de la part de Sarkozy: elle est destinée à l'approche des élections régionales à plaire à cette frange réactionnaire et à faire en sorte qu'elle vote pour ses listes plutôt que pour celles de Le Pen, qui navigue traditionnellement dans ce genre d'égouts. Et effectivement, Eric Besson, issu des rangs du Parti Socialiste, mène une politique anti-immigrée tout à fait dans la continuité de celle de Brice Hortefeux. Rien qu'au cours de l'année 2009, ses services auraient expulsé, selon ses propres chiffres, plus de 20.000 étrangers en situation irrégulière. On peut dire que Le Pen l'a rêvé et que Sarkozy/Hortefeux/Besson l'ont réalisé!*

*Au-delà des calculs électoraux, cette campagne a certainement un autre objectif: celui de diviser les travailleurs de ce pays au moment où le grand patronat et le gouvernement multiplient leurs attaques contre eux en cette période de crise, au moment où la vie devient de plus en plus dure pour les classes populaires et que les suppressions d'emplois font que le chômage s'envole.*

*Dans le contexte actuel le patronat et le gouvernement à son service, seraient très contents si une partie de la population pauvre s'en prenait à plus démunis qu'elle. C'est précisément ce qui vient de se produire très récemment dans la région de la Calabre, en Italie voisine où la mafia et l'extrême droite s'en sont prises à coups d'armes à feu et de barres de fer à des travailleurs agricoles saisonniers*

*d'origine africaine.*

*La classe ouvrière de ce pays et celle de nombreux pays d'Europe est composée d'hommes et de femmes d'origine diverse. Tout ce qui dresse les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leur origine ou de leur nationalité affaiblit les travailleurs. Les travailleurs immigrés n'ont pas d'intérêts différents de ceux des autres travailleurs même si généralement ils représentent la couche la plus défavorisée et la plus vulnérable.*

*En 2009, des sommes colossales ont été*

*distribuées aux banquiers et à de nombreuses entreprises par l'Etat sous prétexte de les aider à faire face à la crise. Tout cela s'est fait au détriment des services publics c'est-à-dire de la santé, de l'enseignement, des transports publics, de l'assurance maladie, etc. Ce programme de démantèlements des acquis sociaux risque de continuer et même de s'aggraver en cette année 2010 à travers par exemple ce que le pouvoir appelle « la réforme des retraites ». C'est une attaque majeure contre laquelle tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés, ont intérêt à s'opposer. C'est le vœu qu'on peut faire pour cette nouvelle année.*

#### FRANCE

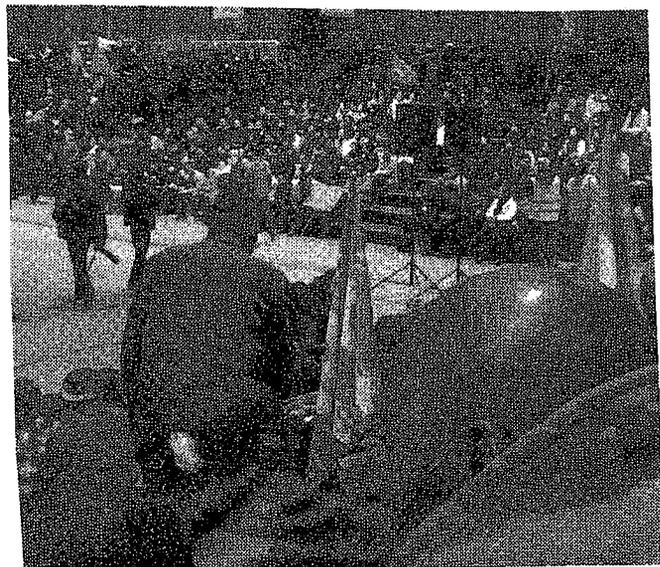
### **LUTTE DES SANS-PAPIERS CONTRE LA CIRCULAIRE D'ERIC BESSON**

Le 9 janvier, plus de 1.500 personnes ont manifesté dans les rues de Paris à l'appel de la Coordination des sans-papiers de Paris. Ils réclament la régularisation de tous les sans-papiers et aussi la suppression de la circulaire d'Eric Besson.

Déjà aux mois de novembre et décembre plus de 5.000 sans-papiers étaient en grève dans diverses entreprises dans lesquelles ils travaillent. Evidemment ce genre d'information n'intéresse guère les médias, et cela est passé presque inaperçu. Et pourtant cela concerne environ 2.000 entreprises. Le 14 décembre un meeting dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement a rassemblé environ 3.000 personnes dans une ambiance de lutte revendicative. Cette grève a touché des sociétés de nettoyage et de BTP et aussi des travailleuses à domicile chez des particuliers

Tout d'abord Besson, comme les précédents ministres, se vante des performances de son ministère. Sur 29.000 expulsions programmées il y en a eu 20.800 effectives à la fin décembre. D'ailleurs, plusieurs consulats

d'Afrique et du Maghreb rechignent désormais de délivrer à la police française des laissez-passer pour l'expulsion de leurs ressortissants.



**Le 14 décembre 2009, un meeting dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris a rassemblé 3000 travailleurs sans-papiers et soutiens**

D'autre part, Besson a concocté un certain nombre de conditions pour la régularisation des sans-papiers. Il exige que le travailleur immigré soit présent cinq ans sur le

territoire français et qu'il ait travaillé un an chez le même employeur. Déjà ces deux conditions sont rarement remplies par les sans-papiers. Ils sont à la merci des sociétés d'intérim qui les déclarent rarement. En plus ils ne restent pas longtemps chez le même employeur. De même ils sont obligés d'occuper des postes de travail dans des secteurs qui sont répertoriés sur une liste d'emplois considérés comme prioritaires comme la restauration, le bâtiment et le nettoyage. En plus ces travailleurs sont sensés savoir parler français et avoir des notions des lois françaises.

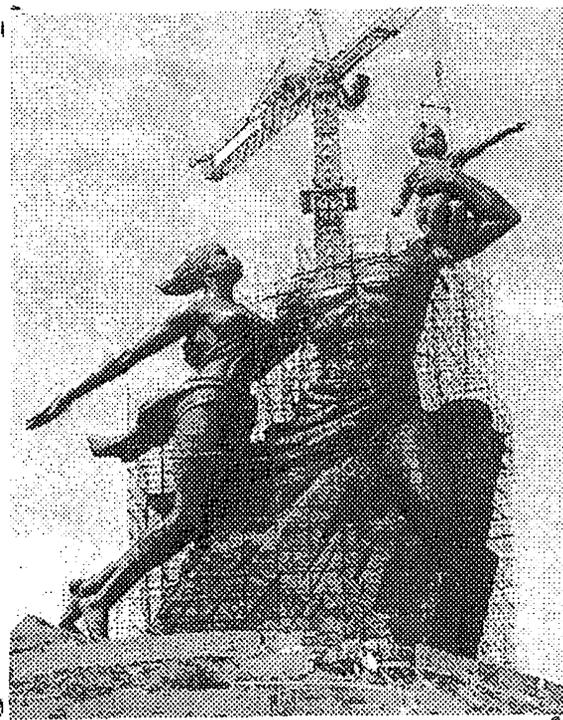
Ces mesures concernent plus de 200.000 voir 400.000 immigrés selon les chiffres de la CGT. Besson prévoit un millier de personnes

qui auront leur situation régularisée. C'est une goutte d'eau dans la mer.

En réalité, ces mesures restreignent les chances d'être régularisé. C'est aussi une façon de considérer les clandestins comme des personnes à expulser du pays. Déjà en 2006, Sarkozy ministre de l'Intérieur à l'époque, menait la même campagne contre les clandestins à l'approche des élections présidentielles. C'est une politique qui fait plaisir à une couche de la société qui vote habituellement pour l'extrême droite. Et ceci est habituel à l'approche de chaque élection. En fait c'est une campagne électorale xénophobe que Besson est en train de démarrer. Il cherche à plaire à cet électorat réactionnaire.

#### SÉNÉGAL

### **LA MÉGALOMANIE DE WADE N'A PAS DE LIMITE !**



*Le monument de la Renaissance africaine  
en cours de construction le 2 août 2009*

Wade, dans sa frénésie de mégalomane, veut laisser des traces pour sa postérité. En France, dit-il, il y a la Tour Eiffel ; aux Etats-

Unis il y a la statue de la Liberté ; au Sénégal il veut un monument encore plus grand que celui de New York. C'est fait puisque le « Monument de la Renaissance africaine » bâti sur une colline de Dakar atteint les 50 mètres, soit quatre de plus que la statue de la Liberté. Il représente un géant africain entourant d'une main la taille d'une femme et soulevant de l'autre un enfant pointant le doigt vers l'océan Atlantique. C'est selon Wade, le symbole de « l'Afrique sortant des entrailles de la terre, quittant l'obscurantisme pour aller vers la lumière ». Certains esprits mal tournés y voient plutôt un doigt pointé vers les Etats-Unis pour indiquer que c'est là-bas qu'il faut aller pour sortir de la misère !

Toujours est-il que ce monument aura coûté la coquette somme d'environ 9 milliards de francs Cfa. Wade déclare volontiers que l'Etat n'a pas déboursé un seul centime puisqu'il aurait été échangé contre un terrain de 27 hectares appartenant à l'Etat et situé non loin de l'aéroport. Un homme d'affaires sénégalais a été chargée de trouver une société pour

construire ce monument en échange de ce terrain. Une société nord-coréenne a accepté le cahier de charge. Le terrain a été immédiatement revendu à la caisse de retraite sénégalaise et cette somme a permis de financer les travaux. Devinette : qui a finalement payé la somme? Elle n'est certainement pas sortie de la poche de Wade. Et pourtant il dit : « je suis le propriétaire du monument et je peux le reproduire comme je l'entends ».

Le monument « va générer beaucoup d'argent » selon Wade qui prétend que « 35% des retombées financières lui appartiendront et 65% à l'Etat ». Au pied du monument, un amphithéâtre a été construit de même que non loin de là un hôtel de grand luxe doit voir le jour.

Son inauguration avait été prévue initialement le 12 décembre 2009 en présence d'une vingtaine de chefs d'Etat.; ainsi qu'une vidéoconférence avec Sarkozy en direct de la Tour Eiffel et Obama de la statue de la Liberté. Ca a fait un plouf. Du coup elle a été reportée pour le 4 avril afin de la faire coïncider avec le cinquantenaire de l'indépendance de nombreux pays africains, dont le Sénégal.

Autant d'argent gaspillé, autant d'énergie

déployée pour satisfaire les caprices d'un président imbu de sa personne, cela a choqué à juste titre plus d'un sénégalais. Beaucoup de gens disent ouvertement : « Nous on n'a rien à manger, nos salaires sont bas, les prix des denrées alimentaires grimpent et le président dépense l'argent de l'Etat dans du tape-à-l'œil ! »

L'autre critique, réactionnaire celle-là, vient des imams qui se disent blessés dans leur croyance par ce monument qui représente des êtres humains (que l'islam réproouve) mais surtout parce qu'on y voit une femme court vêtue et montrant une jambe nue. Quel scandale aux yeux de ces gens tout droit sortis du Moyen-âge !

C'est pour défendre ce qu'il considère comme « son » œuvre auprès des imams qui font partie de sa clientèle politique que Wade s'en était pris malencontreusement aux chrétiens qui adoreraient non pas un dieu mais une personne en la personne de Jésus. Une manière bien à lui d'esquiver la critique et de montrer du doigt les autres. Mais c'est surtout une manière malhonnête et dangereuse de détourner l'attention des petites gens des quartiers populaires des véritables questions concernant leurs conditions d'existence au quotidien.

## SÉNÉGAL

### DES PROPOS QUI ONT FAILLI DÉGÉNÉRER

Le 30 décembre dernier, policiers et jeunes chrétiens se sont affrontés près de la cathédrale de Dakar, située non loin du palais présidentiel. Les policiers ont utilisé du gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. Certains témoins ont affirmé que des tirs ont eu lieu jusqu'à l'intérieur de la cathédrale.

À l'origine de cette manifestation il y a eu les propos équivoques tenus deux jours plus tôt par le président sénégalais pour défendre son

monument de la Renaissance africaine devant des imams critiques. Ce monument serait selon ces derniers, contraire à l'islam car il représente des formes humaines interdites par cette religion. Mais au lieu de critiquer ces imams, Wade a voulu les caresser dans le sens du poil en critiquant... les chrétiens. C'est ainsi que dans son élan il a déclaré : « L'Eglise, c'est pour prier quelqu'un qui n'est pas dieux. On prie Jésus Christ dans les églises, tout le monde le sait (...) mais est-ce qu'ils (les détracteurs du monument)

n'ont jamais essayé de casser des églises ?... ».



*Le président sénégalais, Abdoulaye Wade*

La réaction de la hiérarchie catholique ne s'est pas faite attendre. « Trop, c'est trop » lança le cardinal Théodore Adrien Sarr, ajoutant que « encore une fois, l'Eglise a été bafouée par les plus hautes autorités ». Selon lui les fidèles ont été « meurtris et humiliés » par le chef de l'Etat. C'est ainsi que les fidèles, encouragés par la plus haute autorité locale du clergé, sont sortis de

l'église pour aller vers le palais présidentiel et se sont heurtés aux forces de l'ordre.

Lors de la présentation des vœux à la télé Wade a « regretté » ces incidents. Selon lui, ses propos avaient été « déformés » et que ces incidents auraient été créés par « un ou deux individus qui ont voulu provoquer l'incendie, jouer les pompiers et monnayer leur intervention ».

Il serait prématuré de dire que l'incident est clos et que la parenthèse est fermée. Abdoulaye Wade est coutumier du fait. Il n'a jamais caché sa dévotion envers le grand marabout de Touba. Il ne manque pas de faire des courbettes devant l'imam de la confrérie mouride et proclame sa fierté d'être un « talibé ». Il aime flatter sa clientèle électorale en insistant sur son côté « musulman » quitte parfois à heurter ceux des autres religions. Il n'y a pour le moment pas eu mort d'hommes et c'est tant mieux. Mais c'est en agissant de cette manière que les politiciens attisent ou créent des tensions entre les ethnies, les religions ou les nationalités.

## SÉNÉGAL

### QUAND WADE COURTISE CEUX QU'IL AVAIT ÉCARTÉS HIER

C'est en grande pompe que Wade et son ancien Premier ministre, Idrissa Seck, ont fêté au mois de novembre dernier leurs retrouvailles, dans la ville de Thiès. Oubliés les 26 milliards de francs Cfa détournés du chantier de Thiès, dont avait été accusé Seck et pour lequel il a fait de la prison entre juillet 2005 et février 2006 avant d'être relaxé pour « non lieu ».

Oubliées les accusations lancées par Wade contre son ex « dauphin » de vouloir l'évincer de la direction du PDS et d'ambitionner le poste de président du Sénégal. Les deux « ennemis intimes » se sont rabibochés. L'un dira qu'il a retrouvé son « fils égaré » et

l'autre, son « père spirituel ».

Derrière ces retrouvailles il y a un marchandage politique. Wade a besoin de ses anciens alliés pour satisfaire son ambition de se représenter à l'élection présidentielle de 2012 (il aura alors 86 ans). Un autre ancien Premier ministre, Macky Sall, éjecté par Wade parce qu'il avait osé mettre en cause son fils Karim sur gestion des fonds de l'Agence nationale de l'Organisation de la conférence Islamique (Anoci), a été sollicité pour retourner au PDS. Pour le moment il se dit encore de l'« opposition ». D'autres « dissidents » ont déjà monnayé leur retour contre des postes

ministériels. C'est le cas de Modou Diagne (Vice-président de l'Assemblée nationale) et d'Aminata Tall (ex-Maire de Diourbel). Il y a quelques mois pourtant lorsque cette dernière était tombée en disgrâce avec Wade, elle avait déclaré que «le PDS est géré comme par un fou». Elle en tout cas ne semblait pas être « folle » de Wade !



*Manifestation des partis de l'opposition en novembre 2009 pour demander la démission de Wade*

Certains affirment que Wade est tellement pressé de se succéder à lui-même qu'il s'apprêterait à aller vers des élections anticipées. C'est la raison pour laquelle il aurait poussé à la démission le président de la Commission électorale nationale autonome (Cena) et demandé à son ministre de l'Intérieur de

procéder à certaines modifications du code électoral.

Les partis d'opposition regroupés au sein de la coalition Bennoo Siggil Senegaal (BSS), sont focalisés autour de la question de la succession de Wade à la tête de l'Etat. Ils ont lancé une pétition pour demander sa démission. Les 34 formations regroupées au sein du BSS avaient organisé au début du mois de novembre dernier une marche pour réclamer le « départ de Wade ». Elle n'a pas eu le soutien de la population. Alors que la préoccupation première des habitants des quartiers populaires, c'est avant tout la dégradation des conditions d'existence, les principaux partis de l'opposition restent muets sur les revendications d'augmentations des salaires, la construction des logements sociaux à loyers abordables, et sur tout ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires. Et même quand certains d'entre eux osent faire quelques déclarations du bout des lèvres dans le sens du progrès social, ils ne sont pas crédibles. Personne n'a oublié que jusqu'à l'arrivée de Wade au pouvoir en 2000, c'était le PS qui était au pouvoir et que la plupart des dirigeants de la coalition de l'opposition actuelle avaient occupé des postes ministériels sous le gouvernement du PS mais aussi sous le PDS de Wade.

## CÔTE D'IVOIRE

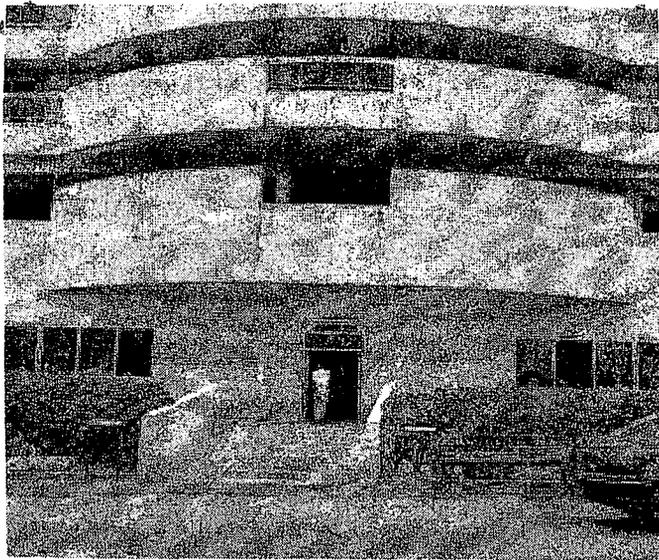
### GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Cette fin d'année 2009 a été marquée par un fort mouvement de grève qui a secoué la Fonction Publique. Des enseignants du Supérieur, du Secondaire et du Primaire en passant par les greffiers jusqu'au personnel soignant ont observé des mouvements de grève pour réclamer l'application des décrets relatifs à l'amélioration de leurs conditions salariales. Nous avons vu comment ce gouvernement qui

se montre jusqu'à présent incapable de réagir face au coût de la vie qui flambe, a été prompt à mater les travailleurs en grève.

Cela fait plusieurs années que les travailleurs de la Fonction Publique se battent pour l'augmentation de leurs salaires. Pendant que ceux-ci sont restés bloqués, les prix des produits de première nécessité n'ont cessé de

grimper. Ces dernières années, les débrayages se sont faits de plus en plus fréquents. Face à la répression violente (arrestations, suspension des salaires, provocation...) qu'exerçait le gouvernement à chaque fois qu'ils se mettaient en grève, ils ont su opposer leur mobilisation et leur détermination. C'est fort de tout cela qu'ils ont pu obtenir de Gbagbo la signature de décrets portant sur l'amélioration de leurs conditions salariales.



Jour de grève au CHU de Yopougon

Pour le corps enseignant, les décrets relatifs à leur carrière avaient été signés en novembre 2007. Puis en juin 2009 il y a eu un autre décret sur les salaires des fonctionnaires enseignant du secteur « éducation – formation ». Un autre décret permettait l'augmentation des primes de recherche et des salaires des enseignants du supérieur, etc. Pour les médecins, le décret du 4 Janvier 2008 leur accordait des augmentations de salaires. Les greffiers quant à eux, avaient obtenu l'ordonnance du 4 février 2009 portant sur leur statut.

En 2009, alors que la plupart de ces décrets devaient entrer en application, le

gouvernement a continué à faire comme si de rien n'était alors qu'ils étaient signés de la main du chef de l'Etat lui-même.

La réaction des agents ne s'est pas faite attendre. Les enseignants tous corps confondus se sont mis en grève. Ensuite successivement les greffiers et le corps médical. Mais face à ce mouvement, l'attitude du gouvernement est restée la même.

Plutôt que de résoudre définitivement ce problème qui n'a que trop duré, il a fait un autre choix. La télévision et la radio ont été mobilisées pour dénigrer chaque jour les mouvements grévistes. Des suspensions de salaires ont été décidées et des grévistes arrêtés. Gbagbo avait même signé des décrets qui devaient mettre à la porte tous les greffiers pour les remplacer par de nouveaux. Un autre avait été pris pour réquisitionner les médecins sous peine d'emprisonnement. Ces décrets, rentraient en application séance tenante.

Par la suite le gouvernement est revenu en arrière. Mais c'est à ce prix-là que Gbagbo est arrivé à faire taire les revendications des travailleurs. Pour combien de temps ? Cette fois-ci la mobilisation n'a pas été assez suffisante pour contraindre le gouvernement à céder, d'autant plus que les mouvements sont restés divisés et cloisonnés en fonctions des corporations.

Mais le problème des salaires soulevés par les différentes corporations de la Fonction Publique d'une part et par les dockers de l'autre, est toujours là.

Tous les travailleurs de ce pays, employés comme ouvriers, vivent les mêmes difficultés. Un mouvement d'ensemble est possible et peut faire reculer le patronat et le gouvernement.

CÔTE D'IVOIRE**PRENONS GARDE AU RETOUR DE LA XÉNOPHOBIE !**

Depuis quelques mois, c'est la pré-campagne des élections présidentielles, les propos xénophobes qui un moment étaient absents des discours politiques ont refait surface dans les « parlements et agoras », c'est-à-dire les espaces de propagande des partisans du régime.

Dans le « parlement » d'Abobo Avocatier, des consignes sont données par les orateurs proches de la présidence à leurs auditeurs. Ceux-ci demandent à l'assistance qui vient les écouter de rester « vigilant » et de ne pas hésiter un instant à dénoncer à la gendarmerie les personnes dont les noms ne sonnent pas bien à leurs oreilles et qui sont inscrites sur la liste provisoire électorale de leur quartier.

Le député FPI de la commune d'Abobo invité par le « parlement » de Yopougon-Gesco, a tenu des propos similaires en déclarant ceci : « Si nous voulons être propriétaires de la Côte d'Ivoire, nous devons nous battre pour que Gbagbo passe au premier tour. Sinon, si par malheur le candidat des étrangers passe, nous serons envahis par ceux-ci. Ils contrôlent notre économie, ils veulent maintenant contrôler le pouvoir politique ». Ce genre de propos haineux tenus par les orateurs, partisans de Gbagbo, suscitent des sentiments de suspicion entre les

populations des quartiers populaires. C'est le cas dans un des quartiers pauvres d'Abobo où des familles inscrites sur les listes électorales portent un nom à consonance malienne. Cela est courant puisque de nombreux Ivoiriens sont d'origine malienne ou simplement du Nord du pays.



Contrôle de liste électorale

Les populations des quartiers pauvres qui ont vécu, il y a quelques années, les massacres inter ethniques sauront qu'ils n'ont pas intérêt à laisser s'introduire un climat de haine et de division dans leur quartier sous peine de payer une nouvelle fois le prix.

TCHAD**VIE DIFFICILE POUR LES PÊCHEURS  
ET AGRICULTEURS DE LA RÉGION DU LAC**

L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a alerté l'opinion mondiale sur le tarissement des eaux du lac Tchad qui risque de constituer, selon elle, « une véritable catastrophe humaine » pour les populations de cette partie centrale de l'Afrique. Aussi a-t-elle organisé, en octobre dernier à

Rome en Italie, à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, une réunion spéciale sur le thème « sauver le lac Tchad ». Elle attire l'attention sur cette situation et veut récolter des fonds dans le but de « sauver » le lac et assurer la sécurité alimentaire des riverains frappés par les conséquences du tarissement du lac.

De quoi s'agit-il en fait ? Le lac Tchad continue de se réduire comme une peau de chagrin depuis des années, et ce rétrécissement inéluctable ne fait que s'accroître. Entre 1973 et 1987 par exemple, la superficie de ce lac, autrefois une des plus grandes étendues d'eau du continent, est passée de 25.000 km<sup>2</sup> à seulement 3.000.

Comme solution, certaines organisations internationales, dont le FAO, proposent de détourner les eaux de l'Oubangui, en Centrafrique, pour alimenter le bassin de ce lac. Car si le niveau de l'eau continue de baisser à ce rythme actuel, assure les experts de la NASA, le lac Tchad risque de disparaître complètement dans une vingtaine d'années.

Ce qui est certain, c'est que les deux principaux fleuves, le Chari et le Logone qui alimentaient initialement le bassin ont presque tari. Même pendant les saisons de pluie où d'habitude le niveau des deux fleuves est le plus haut, le débit reste bien inférieur aux années précédentes. C'est pourquoi l'on parle de détournement de l'Oubangui pour pallier le manque d'eau. Mais depuis des années, ce projet traîne en longueur.

Pendant ce temps le sort des riverains dont la plupart vivent des ressources liées à l'exploitation du lac, se dégrade sensiblement.

Rappelons que les pays riverains du lac, outre le Tchad, sont le Cameroun, le Niger et le Nigéria. Ils constituent près de 30 millions de personnes vivant autour de ce lac. Ces populations souffrent beaucoup de l'assèchement du lac et de la détérioration des capacités de productions liées à lui.

Les ressources du lac sont en diminution constante. Les pêcheurs ramènent de moins en moins de poissons dans leurs filets. Et comme les zones de pêche se réduisent constamment, les pêcheurs de ces quatre pays se disputent de plus en plus ; parfois, des îlots apparaissent au milieu de l'eau, et créent de nouveaux conflits entre pêcheurs pour s'en accaparer.

Quant aux agriculteurs qui vivent de la culture du blé et autres céréales, ils connaissent les mêmes problèmes. Leurs champs se rétrécissent ou disparaissent. Ce qui pose des problèmes de survie ; des riverains quittent la zone pour chercher du travail ailleurs.

La situation des pêcheurs et agriculteurs de la zone du lac se dégrade de plus en plus. Mais là n'est pas le souci de nos dirigeants qui vivent dans le luxe grâce aux miettes appréciables que leur laissent les grandes compagnies internationales qui exploitent le site pétrolier de Doba dans le Sud.

### MADAGASCAR

## **LES ACCORDS POLITIQUES SONT SUSPENDUS LA SITUATION ÉCONOMIQUE CONTINUE DE SE DÉGRADER**

Cela fait un an que le pouvoir de Ravalomanana est tombé, remplacé par celui de Rajoelina, à la tête de la HAT (Haute Autorité de la Transition). De nombreux Premiers ministres ont été successivement mis en place, les uns par le nouvel homme fort, d'autres de façon « consensuelle » à la suite de laborieuses négociations entre les diverses mouvances politiques en compétition pour diriger les

affaires du pays. Les accords politiques de Maputo, complétés par un « acte additionnel » signé à Addis-Abeba il y a à peine quelques mois, viennent d'être rejetés par le régime. Le gouvernement dit « consensuel et inclusif » a été donc dissout et cela avant même d'avoir été mis en place. L'avant dernière personne qui a occupé le poste de Premier ministre n'y a siégé que 48 heures !

Le nouveau Premier ministre Camille Vital est un colonel de l'armée. Jusqu'à quand occupera-t-il ce fauteuil ? Réussira-t-il ne serait-ce qu'à ressouder les rangs de l'armée, à étouffer les dissensions internes qui minent cette institution ainsi que celles des autres forces de l'ordre ? Andry Rajoelina mise sur cette option, mais n'est certainement pas à l'abri d'une éventuelle grogne au sein des hommes en uniformes. Il est aussi chargé d'organiser des élections législatives annoncées par le pouvoir actuel pour le 20 mars prochain, mais dont la tenue dans le contexte actuel est controversée.

Pour les classes pauvres, la situation économique devient de plus en plus difficile. Dans les villes certaines entreprises ainsi que des grands magasins aux mains de l'ancien président Marc Ravalomanana n'ont pas rouvert leurs portes depuis un an. La majorité des salariés a été jetée dans la rue. Les grandes puissances ont gelé la plupart de leurs financements (aides budgétaires, projets dits de « développement » etc.). Les Etats-Unis ont exclu Madagascar de leur accord commercial préférentiel (Agoa). Cet accord permettait aux entreprises des « zones franches » d'être soumises à des taxes douanières moins contraignantes pour exporter en direction de ce pays. Tout cela s'ajoutant aux effets de la crise économique mondiale, se traduit par une certaine montée du chômage avec toutes les conséquences que ça peut représenter en terme de dégradation des conditions d'existence pour les classes pauvres, principalement les travailleurs.

Dans les campagnes la situation n'est pas meilleure. De nombreux maires de petits villages se plaignent de la recrudescence des vols de zébus dans leurs communes. La saison des pluies est aussi une saison de « soudure ». C'est-à-dire que les anciennes récoltes sont épuisées alors que la période des nouvelles semences n'est pas

encore commencée. C'est aussi une période durant laquelle les intempéries, voire les cyclones isolent les régions les unes des autres, rendant par la même occasion encore plus difficiles les échanges entre elles.

Les hommes du pouvoir ne semblent avoir du souci que pour leurs places et pour les privilèges susceptibles d'en découler. Les grandes puissances qui font la pluie et le beau temps dans ce pays comme dans d'autres pays pauvres, n'ignorent pas tout cela. Leurs préoccupations ne vont pas dans le sens de mettre fin à la misère et à la détresse des populations. Elles veulent simplement que la situation redevienne stable par la mise en place d'un gouvernement dans lequel seraient associés les différents partis politiques qui s'entre-déchirent sans que rien ne les distingue fondamentalement. C'est à ce genre de stabilité que visent les capitalistes pour redémarrer leurs affaires.



*Ouvrières de l'industrie textile  
dans la zone franche d'Antananarivo*

A moins que les travailleurs et avec eux les classes pauvres, ne fassent irruption sur l'arène sociale, économique et politique pour faire valoir leurs propres intérêts, l'année 2010 n'est pas partie pour voir leurs difficultés s'atténuer.

\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.